



Cofinancé par
l'Union européenne



Arrêté n° 2024-B-05520

Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de l'intervention régionale Dotation Jeunes Agriculteurs, déclinée de l'intervention 75.01 du Plan Stratégique National français en Bourgogne-Franche-Comté.

La Présidente de la Région Bourgogne Franche-Comté,

- Vu le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;
- Vu le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n°1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;
- Vu le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;
- Vu le règlement délégué (UE) 2022/127 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2022/129 de la Commission du 21 décembre 2021 fixant les règles applicables aux types d'interventions concernant les graines oléagineuses, le coton et les sous-produits de la vinification au titre du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil et aux exigences en matière d'information, de publicité et de visibilité relatives au soutien de l'Union et aux plans stratégiques relevant de la PAC ;
- Vu l'arrêté du 12 octobre 2023 portant agrément de l'Agence de services et de paiement comme organisme payeur de dépenses financées par les fonds de financement des

dépenses agricoles FEAGA et FEADER et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune

- Vu les articles 107 et 108 et suivants du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne ;
- Vu le Plan Stratégique National pour la France adopté par la Commission européenne en date du 31 août 2022, modifié ;
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2 et L4221-5 ;
- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi 2013-1005 du 12 novembre 2013 ;
- Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, telle que citée dans l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques - JO du 10 juin 2001 ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu le décret n° 2022-1051 du 28 juillet 2022 relatif à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu le décret n° 2022-1755 du 30 décembre 2022 relatif aux aides du plan stratégique national de la politique agricole commune ;
- Vu le décret n° 2022-1525 du 7 décembre 2022 relatif à la mise en œuvre de la politique agricole commune et du plan stratégique national pour la programmation qui démarre en 2023 ;
- Vu le décret n° 2023-5 du 3 janvier 2023 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 confiées aux régions ;
- Vu la délibération du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 21 octobre 2022 et le courrier du 25 novembre 2022 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2023-2027 ;
- Vu la délibération 24AP.73 de l'Assemblée plénière du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté en date du 15 juillet 2024 donnant délégation de pouvoir à la Présidente du Conseil régional en matière de gestion des fonds européens ;

- Vu la convention de délégation de tâches de l'organisme payeur au Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté dans le cadre de la mise en œuvre des interventions du FEADER HSI GC régionalisées du plan stratégique national signée le 16 décembre 2022 ;
- Vu la consultation du 17 octobre 2023 du Comité régional de suivi FEADER de Bourgogne-Franche-Comté sur la fiche dispositif et les critères de sélection ;
- Vu la consultation du 4 au 22 mars 2024 du Comité régional de suivi FEADER de Bourgogne-Franche-Comté sur la fiche dispositif.

Sur proposition du Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

ARRETE

Article 1 : Objectifs généraux de l'intervention

Cette mesure a pour objectif de soutenir l'installation de jeunes agriculteurs, en tenant compte des spécificités de chaque territoire, mais aussi en soutenant la diversification des exploitations à l'échelle régionale. Elle vise à encourager une agriculture de proximité, en favorisant plus particulièrement les projets créateurs de valeur ajoutée, l'agroécologie et l'implication dans une démarche collective, afin que les jeunes agriculteurs puissent s'intégrer dans une communauté et éviter l'isolement.

Article 2 : Objectif de l'arrêté

L'objectif du présent arrêté est de décrire les conditions d'octroi des aides de l'intervention régionalisée « Dotation Jeunes Agriculteurs » déclinée de l'intervention 75.01 du Plan Stratégique National (PSN).

Il y est précisé la nature de l'intervention, les conditions d'éligibilité, ainsi que la méthode de calcul du montant des aides.

Article 3 : Description du type d'intervention

A. Bénéficiaires de l'aide

Sont éligibles les personnes physiques répondant aux conditions suivantes :

- Être âgé de 20 ans minimum et strictement moins de 41 ans à la date du dépôt de la demande d'aides à l'installation. Seules deux dérogations à l'âge minimal sont autorisées pour les bénéficiaires d'au moins 18 ans :
 1. Lors du décès d'un « parent exploitant », c'est-à-dire un parent du premier degré, conjoint (lié par un PACS ou marié), frère ou sœur, grand parent, oncle ou tante du demandeur.

2. Lorsque le cédant avec lequel le jeune est engagé dans une démarche Start'Agri décide.

- Être de nationalité française, ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, ou ressortissant suisse, ou ressortissant d'un autre pays non-membre de l'Union européenne en justifiant d'un titre de séjour autorisant à travailler sur le territoire français. Ce titre de séjour doit couvrir a minima la période d'engagement du demandeur.
- S'installer pour la première fois comme chef d'exploitation d'une exploitation à titre individuel ou comme associé-exploitant non salarié d'une société dans les conditions prévues à la section 4.1.5 du PSN, à savoir :

« Conditions pour être "chef d'exploitation" :

- être agriculteur actif (au sens de la section 4.1.4 du PSN),
- ou, dans le cas d'une installation sous forme sociétaire, être assuré au titre des activités exercées dans la société contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA) »

Les cotisants solidaires sont éligibles à la DJA.

- Justifier, à la date du dépôt de la demande d'aide, des critères minimaux de formation et de compétences requis, attestés par la possession cumulée :
 1. d'un diplôme agricole de niveau 4 ou supérieur (Bac pro, BPREA, BTA, etc.). La liste des diplômes éligibles aux aides à l'installation est définie par l'arrêté du 24 avril 2023 du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire ;
 2. d'un plan de professionnalisation personnalisé validé par le préfet de département.

Les titulaires de diplômes étrangers devront présenter une équivalence, délivrée par le service régional formation et développement de la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt.

Les dispositions de la présente section sont applicables au jeune agriculteur qui s'installe, dans les conditions prévues à la section 4.1.5 du PSN, dans le cadre d'une société dont l'objet social est l'exercice d'activités agricoles au sens de la section 4.1.1 du PSN. Dans ce cas, les aides à l'installation peuvent être attribuées à chaque associé.

L'installation en société doit, en outre, répondre aux conditions suivantes :

1. Le plan d'entreprise conclut à la viabilité de la société ;
2. Les statuts de la société présentés par le bénéficiaire démontrent :
 - a) qu'il détient au minimum 10 % des parts sociales de la société ;
 - b) qu'il a la qualité d'associé exploitant ;
 - c) qu'il exerce un contrôle effectif et durable sur la gestion de la société, seul ou conjointement avec d'autres agriculteurs.

Cas particulier d'une installation en société sans associé cotisant ATEXA

En référence à la section 4.1.5 du PSN, dans le cas particulier d'une installation en société sans associé cotisant ATEXA (type SAS ou SCOP), le jeune agriculteur doit détenir au moins 40 % des parts sociales de la société et relever du régime de protection sociale des salariés des professions

agricoles au titre des points 8 (dirigeants salariés minoritaires en capital) et 9 (dirigeants de SAS) de l'article L722-20 du CRPM, à condition que la société exerce une activité agricole au sens du paragraphe 1 de l'article L722-1 (exploitations de culture et d'élevage).

Cas des installations sur plusieurs exploitations

L'installation sur plusieurs exploitations peut être acceptée dans les conditions cumulatives suivantes :

- le nombre d'exploitations est limité à deux,
- l'activité sur deux exploitations ne doit pas avoir pour objet de détourner d'autres réglementations telles que la réglementation sur les installations classées, la réglementation fiscale, le contrôle des structures, le plafonnement de certaines aides (bâtiments d'élevage...).

Dans le cas d'une installation sur plusieurs exploitations, les exigences relatives aux modulations doivent être respectées sur au moins une des exploitations pour que le bénéficiaire puisse bénéficier de ces modulations.

Le jeune agriculteur dans ce cas-là devra fournir un Plan d'Entreprise pour chaque structure. La somme des revenus disponibles agricoles générés par chaque exploitation doit être supérieure ou égale à 1 SMIC (0.5 SMIC pour les installations à titre secondaire).

Concernant les critères de sélection, si plusieurs conditions de notation peuvent être obtenues, il convient de retenir la notation la plus favorable.

Précision concernant le Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP)

La gestion des PPP est assurée par les services départementaux de l'Etat, en lien avec les centres d'élaboration des PPP.

Pour les candidats qui souhaitent déposer une demande d'aide DJA dans le cadre de cet appel à projets, le PPP a une durée de validité de 24 mois à partir de sa date de validation. Votre installation doit pouvoir être constatée dans ce délai de 24 mois.

Acquisition progressive du diplôme

L'acquisition progressive du diplôme est ouverte uniquement à l'acquisition des diplômes agricoles supérieurs ou égaux au niveau 4, définis par l'arrêté du 24 avril 2023 du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire. Le candidat devra se trouver dans une situation d'urgence le conduisant à s'installer rapidement (se référer aux motifs de dérogation à l'âge minimal) et disposer d'un plan de professionnalisation personnalisé agréé mentionnant notamment l'acquisition du diplôme.

Le candidat dispose de 36 mois à compter de la date d'agrément de son PPP pour s'installer. La date d'installation ne peut excéder 12 mois suivant la décision d'octroi de la DJA, à l'instar des candidats présentant un diplôme.

3. Conditions d'éligibilité de la demande

Les conditions d'éligibilité sont les suivantes :

1. Avoir réalisé un parcours à l'installation : être passé par le point accueil installation, avoir validé son plan de professionnalisation personnalisée et avoir réalisé un plan d'entreprise ;
2. Être couvert en cas d'accident : souscrire un contrat assurantiel « indemnité journalière de remplacement », c'est-à-dire une assurance prévoyance accident et maladie et/ou une assurance prévoyance prenant en charge le coût du remplacement ;
3. Être encore en activité en tant que chef d'exploitation ou associé exploitant au terme des 4 ans après la date d'installation définie dans le constat d'installation ;
4. Réaliser une formation ou un accompagnement du type « point d'étape sur la mise en œuvre du plan d'entreprise » à l'issue de l'année N+2 ;

Ce point d'étape devra être réalisé avant la fin de l'année N+3, afin de prendre en compte la comptabilité et les résultats techniques de la deuxième année d'installation.

5. Présenter un plan d'entreprise avec un projet de développement de l'exploitation d'une durée de quatre ans viable, c'est-à-dire permettant de générer un revenu disponible agricole supérieur ou égal à 1 SMIC net en année 4 (valeur du SMIC en vigueur au 1^{er} janvier de l'année du dépôt) ou 0.5 SMIC pour les installations à titre secondaire ;
6. Le revenu disponible agricole doit atteindre au minimum 1 SMIC net en année 4. Lorsque le JA ne peut justifier d'un SMIC net en année N+4, une dérogation est possible : 1 SMIC net en moyenne sur les 4 années du PE. Ce point est contrôlé en fin d'engagement ;
7. Les pré-installations sont éligibles uniquement pour les cotisants solidaires.

4. Projets éligibles

La DJA permet de soutenir les installations comme chef d'exploitation agricole qui se réalisent :

- à titre principal, lorsque le revenu disponible agricole du bénéficiaire est au moins égal à 50% de son revenu professionnel global ;
- ou à titre secondaire, lorsque le revenu disponible agricole du bénéficiaire est compris entre 30% et 50% de son revenu professionnel global ;
- ou dans le cadre d'un dispositif d'installation progressive, ce qui permet à l'agriculteur de développer progressivement son projet pour disposer, en fin de projet, d'une exploitation viable et d'un revenu disponible agricole au moins égal à 50 % du revenu professionnel global à l'issue du plan d'entreprise.

Cas des installations en secteur équin :

D'après la section 4.1.1 du PSN, les activités de production agricole incluent les activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques en vue de leur exploitation.

L'activité d'élevage doit représenter au moins 50% du chiffre d'affaires. Les activités éligibles à la dotation jeunes agriculteurs sont la reproduction, l'élevage, le débouillage et le dressage. Les revenus dégagés par des activités équinnes inéligibles seront comptabilisés dans les revenus extérieurs.

5. Projets inéligibles

Les installations visant majoritairement les activités suivantes sont inéligibles :

- Les activités piscicoles et aquacoles ;
- Les activités équine et asine avec élevage minoritaire, relatives aux activités sportives, de loisir et de pension ;
- Les activités d'élevage d'animaux domestiques de compagnie (usage non-agricole), à l'exception des chiens et des chats.

On entend par atelier majoritaire un atelier dont le chiffre d'affaires est supérieur à 50% du chiffre d'affaires global de l'exploitation.

Les agriculteurs déjà affiliés à un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles à la date du dépôt de la demande d'aide sont inéligibles (à l'exception des cotisants solidaires).

6. Articulation avec d'autres aides publiques

Lignes de partage PSN

Il n'existe pas de risque de double financement entre cette intervention et une autre intervention du PSN.

Lignes de partage FESI

Il n'existe pas de risque de double financement entre cette intervention et une autre intervention soutenue au titre des FESI.

Il n'existe pas de risque de double financement entre cette intervention et une autre intervention soutenue au titre d'un régime d'aides d'Etat.

Est inéligible le candidat ayant déjà bénéficié d'une Dotation Jeune Agriculteur dans le cadre d'une autre programmation.

Article 4 : Nature et montant de l'aide

A. Nature de l'aide

Il s'agit d'une subvention.

B. Montant et taux d'aide

Le taux d'aide publique (*), tous financeurs publics (FEADER inclus), **est de 100%**.

() L'aide publique pour le projet s'entend « tous financeurs publics compris » et comprend en particulier la contribution du FEADER qui représente 60 % du montant de l'aide publique.*

Le montant de la DJA est composé de deux variables cumulables :

- Le montant de base ;
- Trois modulations cumulables.

Montant de base

Le montant de base est composé d'un montant variable correspondant en moyenne à 75% du montant unitaire planifié (MUP), soit 30 000 €. Il est calculé en fonction de deux éléments :

- Siège social par rapport à la carte régionale de déprise de population et d'emploi (cf annexe 3) ;
- Conduite d'au moins un atelier en agriculture biologique (en cours de conversion ou déjà certifié), OU présence d'une production agricole peu représentée au niveau régional : ensemble des productions agricoles végétales et animales à l'exclusion des productions bovins (hors bisons), grandes cultures (céréales, protéagineux et oléagineux), et vigne. Ce point est attribué (cf tableau ci-dessous) lorsque le chiffre d'affaires provenant d'une production peu représentée au niveau régional est significatif (minimum 25% du chiffre d'affaires) par rapport au chiffre d'affaires total.

Le montant de base peut varier entre – 15 % et + 15% de 30 000 €, en fonction des critères énoncés ci-dessus. Le montant de base minimal est de 25 500 €, et le montant de base maximal est de 34 500 €.

Tableau de référence pour le calcul du montant de base :

Critère de variation du montant de base	Oui	Non
Zone en déprise de population et d'emploi	2	0
ou atelier conduit en agriculture biologique OU production agricole peu représentée au niveau régional	1	0
Total	Entre 0 et 3	

Tableau de correspondance pour le calcul du montant de base :

Point(s) obtenu(s)	Montant socle correspondant (en €)
0	25 500
1	28 500
2	31 500
3	34 500

Modulations

Le montant de base est complété par 3 modulations cumulables :

- **Modulation « valeur ajoutée »** : 5 000 €

Pour bénéficier de cette modulation, le candidat à l'installation doit remplir une des deux conditions suivantes :

1. Création ou reprise d'un atelier de transformation ou commercialisation (individuel ou collectif) en circuits courts. Cet atelier devra représenter au moins 10% du chiffre d'affaires global de l'exploitation.
2. Création ou reprise d'une production sous signe d'identification de qualité et d'origine (SIQO). La conduite d'au moins un atelier sous SIQO sera nécessaire pour activer cette action.

- **Modulation « agroécologie »** : 5 000 €

Pour bénéficier de cette modulation, le candidat à l'installation doit réaliser deux des quatre actions suivantes :

1. Réaliser un audit bas carbone niveau 2, audit performanceS, audit transition. L'audit devra être postérieur à la date de dépôt de la demande d'aide et réalisé avant la fin des engagements.
2. Engagement dans une démarche remarquable (GIEE agréé ou PEI 2023-2027) sur la thématique agroécologie, autonomie, résilience de l'exploitation agricole.
3. Création ou reprise d'un atelier de production en agriculture biologique.
4. Réalisation de formation d'au moins 21 heures relevant de l'axe 3 du plan stratégique 2021-2026 de VIVEA.

-

- **Modulation « implication dans démarche collective »** : 2 500 €.

Pour bénéficier de cette modulation, le candidat à l'installation doit réaliser trois des cinq actions suivantes :

1. Faisabilité : présentation du projet d'installation en commission départementale professionnelle.

Attention : Cette action sera vérifiée au dépôt de la demande d'aide sous Euro-PAC, sur la base de l'attestation de présence et de l'avis motivé de la commission.

2. Vivabilité : adhésion à un service de remplacement ou un GEAR.
3. Efficacité au travail : adhésion à une CUMA.
4. Sanitaire : adhésion à un organisme à vocation sanitaire (GDS pour production animale, ou FREDON pour les productions végétales).
5. Innovation : adhésion à un GEDA, CETA, réseau DEPHY ou groupe de réflexion 30 000.

Les candidats s'engagent à réaliser les modulations choisies durant les 4 années suivant la date d'installation mentionnée dans le certificat de conformité qui sera délivré lors du paiement du premier acompte. Sauf mention contraire, l'ensemble des modulations sera vérifié au terme des engagements. Les adhésions devront porter sur les années N+2, N+3 et N+4.

Les actions au sein d'un même bloc de modulation peuvent se substituer. Le montant de la modulation est maintenu dès lors que le candidat à l'installation respecte le nombre d'actions requis pour valider la modulation.

C. Calcul du montant de la subvention

Plancher :

25 500 €

Plafond :

47 000 €

Modalités de versement :

Le cofinancement est assuré en paiement associé.

L'aide est versée selon les modalités suivantes :

Forme d'installation	1er acompte	2nd acompte	Solde
Installation à titre principal	80%	-	20%
Installation à titre secondaire	80%	-	20%
Installation progressive	50%	30%	20%
Installation avec acquisition progressive du diplôme	50%	30%	20%

Dans le cas d'une installation à titre principal ou d'une installation à titre secondaire, la première fraction est versée dès l'établissement du certificat de conformité. Elle représente 80% du montant de la DJA.

La demande de premier acompte est à transmettre dans les 12 mois suivant la date d'attribution de l'aide mentionnée dans la convention.

NB 1 : Le certificat de conformité est un document estampillé FEADER, émis par le service instructeur. Il atteste du bon démarrage du plan d'entreprise et précise la date d'installation effective, à partir de laquelle les 4 ans d'engagement démarrent.

NB2 : Dans le cas d'une installation à titre secondaire, le montant de la DJA est divisé par deux.

Dans le cas d'une installation progressive, la première fraction est versée dès l'établissement du certificat de conformité. Elle représente 50% du montant de la DJA. La seconde fraction de 30% est à demander avant la fin de l'année n+3, sur présentation du conseil à mi-parcours et à condition de générer un RDA supérieur ou égal à 0,5 SMIC en année n+2. Aucun rattrapage de la deuxième fraction ne sera effectué en cas de non-respect de ces deux conditions cumulatives.

Dans le cas d'une installation avec acquisition progressive du diplôme, la première fraction de 50% est versée dès l'établissement du certificat de conformité. Elle représente 50% du montant de la DJA. La seconde fraction de 30% est versée sur présentation du diplôme agricole de niveau 4 requis.

Quelle que soit la nature de l'installation, le solde sera versé à l'issue des 4 ans d'engagement. Il représente au maximum 20% du montant de la DJA.

La demande de solde est à transmettre dans les 12 mois suivant la date de fin d'engagement mentionnée dans le certificat de conformité.

En cas de non-respect d'un ou de plusieurs engagements pris, une déchéance totale ou partielle des droits à la DJA peut être prononcée. Cela peut donner lieu à un remboursement du trop-perçu.

Article 5 : Procédure

A. Circuit de gestion des dossiers

Les modalités d'instruction de l'aide, de son paiement et de son contrôle s'appuient sur le corpus réglementaire applicable aux interventions du FEADER régionalisées en Bourgogne-Franche-Comté pour la période 2023-2027.

L'octroi des aides fonctionne par appels à projets, avec périodes de dépôt des demandes d'aides.

Le service Installation-Emploi du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté est le service instructeur vers lequel se tournent les porteurs de projets pour le dépôt des dossiers, leur instruction et les suites qui leur sont données.

Le présent arrêté est relatif à **l'appel à projets ouvert du 27 août 2024 au 13 décembre 2024**.

L'appel à projets se compose de trois périodes de dépôt correspondant chacune à un cycle d'instruction. Chaque cycle comprend une phase de complétude qui fera le cas échéant l'objet de demande(s) de complément(s) entre le service instructeur et le demandeur. Les dates limites en sont précisées dans le tableau ci-dessous :

<i>Périodes de dépôt</i>	<i>Date limite de complétude</i>
<i>Du 27 août au 12 septembre 2024</i>	<i>Mardi 22 octobre 2024</i>
<i>Du 1^{er} octobre au 17 octobre 2024</i>	<i>Mardi 03 décembre 2024</i>
<i>Du 18 novembre au 12 décembre 2024</i>	<i>Mardi 18 février 2025</i>

La demande d'aide et toutes les pièces justificatives constituent la demande de subvention dans le cadre du PSN pour solliciter l'aide des financeurs ci-dessous :

- Europe (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER))
- Région (Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté (CRBFC))

Le dossier de demande d'aide est à télécharger sur le site www.europe-bfc.eu et sur www.europac.bourgognefranche-comte.fr.

La plateforme Euro-PAC permet le dépôt en ligne de la demande d'aide : www.europac.bourgognefranche-comte.fr.

Une fois la demande **validée** sous Euro-PAC, le porteur de projet recevra un mail automatique lui confirmant l'enregistrement de sa demande d'aide. Il ne pourra plus modifier cette dernière.

Ce qui est attendu lors de la phase de dépôt :

- **Saisie et validation de la demande d'aide sur la plateforme Euro-PAC par le porteur de projet ou par l'entité mandatée à cette fin,**
- **Pour être recevable, la demande d'aide doit contenir a minima les informations suivantes :**
 - a) l'identité du porteur de projet ;
 - b) la description du projet, y compris ses dates (date d'installation prévisionnelle) ;
 - c) la localisation du projet ;
 - d) le montant d'aide sollicité ;
 - e) le type (subvention) et le montant du financement public nécessaire ;
 - f) le Plan d'Entreprise complété et signé.

Si les informations minimales décrites ci-dessus ont bien été transmises et sont conformes, le porteur de projet recevra un accusé de réception (AR). **Cet accusé de réception ne vaut pas promesse de subvention.**

Le candidat peut alors démarrer la mise en œuvre de son plan d'entreprise. Toutes les dépenses et actions réalisées avant la date figurant dans l'accusé de réception du dossier minimal sont inéligibles à la DJA.

L'accès à la plateforme Euro-PAC sera redonné au porteur de projet par le service instructeur pour qu'il puisse compléter son dossier le cas échéant.

Pour tout renseignement sur la constitution du dossier, vous pouvez contacter le service instructeur à l'adresse suivante : feader.dja@bourgognefranche-comte.fr.

Des tutoriels sont à disposition pour la prise en main de la nouvelle plateforme Euro-PAC (création d'un compte Tiers, Saisie d'une demande d'aide). Ils sont consultables à l'adresse suivante : <https://www.europe-bfc.eu/ressource-documentaire/euro-pac-tutoriels/>

Pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être complet, c'est-à-dire que les conditions ci-dessous doivent être réunies :

- Toutes les rubriques de la demande d'aide sont complétées sous Euro-PAC ;
- Les engagements sont souscrits ;
- Toutes les pièces justificatives nécessaires sont jointes (voir la liste des pièces dans la notice d'information) ;
- Toutes les réponses ont été apportées aux questions complémentaires posées par le service instructeur.

Lorsque le dossier est complet, un accusé de réception de dossier complet (ARDC) est établi. **Cet ARDC ne vaut pas promesse de subvention.**

Lorsque certaines pièces nécessaires au traitement de la demande d'aide sont manquantes ou non conformes, le candidat à l'installation recevra un accusé de réception de dossier incomplet. Cet accusé de réception indiquera au candidat à l'installation le délai sous lequel il doit apporter les compléments à sa demande. **Une fois le délai dépassé, et sans retour conforme aux attendus de la part du candidat à la dernière date limite de complétude, soit au plus tard le 18 février 2025, la demande d'aide est rejetée.** Si les justificatifs manquants sont fournis dans le délai imparti, un accusé réception de dossier complet sera envoyé au porteur et son dossier pourra être instruit.

Au cours de la phase d'instruction, des précisions ou des pièces complémentaires relatives au projet pourront être demandées.

Les dates d'envoi des documents (date d'envoi du mail via la messagerie Euro-PAC) sont les dates faisant foi.

B. Modalités de sélection des dossiers

Les projets sont sélectionnés régionalement à la suite d'appels à projets.

La sélection s'opère en priorisant les dossiers selon les critères et principes suivants :

- Le projet d'installation ;
- L'autonomie de l'exploitation agricole au regard des moyens de production ;
- L'effet levier de l'aide au démarrage, évalué au regard du revenu professionnel global dégagé en fin de PE ;

- La contribution aux objectifs transversaux d'innovation, de protection de l'environnement et d'adaptation au changement climatique.

Grille de sélection des demandes d'aide

75.01 Dotation jeunes agriculteurs (DJA)

Validée par le Comité régional de suivi du 17 octobre 2023

Principes de sélection	Critères	Points
Type de projet d'installation <i>1. Installation à titre principal,</i> <i>2. Installation individuelle,</i> <i>3. Installation sociétaire</i>	Installation à titre principal et exploitation à titre individuelle Installation à titre principal et exploitation sociétaire	50
	Installation à titre secondaire et exploitation à titre individuel Installation progressive et exploitation à titre individuel	50
	Installation à titre secondaire et installation sociétaire Installation progressive et exploitation sociétaire	30
Autonomie au regard des moyens de production (*)	Jeune agriculteur détenant ses moyens de production, tout ou en partie, en collectif : adhésion à une CUMA, à un service de remplacement ou dans le cadre de regroupement d'ateliers	100
	Jeune agriculteur détenant seul ses moyens de productions, en location ou en propriété.	90
	Jeune agriculteur non-autonome	0
Viabilité du projet – effet levier de la subvention <i>A diviser par 2 pour les installations à titre secondaire</i>	Revenu disponible agricole compris entre 1 et 2 SMIC exclus	100
	Revenu disponible agricole compris entre 2 et 3 SMIC exclus	80
	Revenu disponible agricole supérieur ou égal à 3 SMIC	10
Contribution aux objectifs transversaux d'innovation, de protection de l'environnement et d'adaptation au changement climatique	Le porteur n'active pas de modulation	0
	Le porteur active 1 modulation	20
	Le porteur active 2 modulations	40
	Le porteur active 3 modulations	60

(*) Extrait du code rural – Article L.311-1 : « Sont réputées agricoles toutes les activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et **constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle** [...] » : un jeune agriculteur non-autonome ne détient pas de moyens de production en son

nom propre ou par le biais d'adhésion à un collectif ; à l'exception de terres en propriété, et sous-traite l'ensemble du cycle de production animale et végétale à un tiers.

- Le nombre maximum de points est **310**.
- Les dossiers sont classés par ordre décroissant de note et retenus dans cet ordre jusqu'à épuisement des crédits. Tout dossier obtenant une note inférieure à **150** est rejeté même si les crédits ne sont pas épuisés. En cas d'égalité de note entre deux dossiers, le dossier qui (1) s'installe dans une zone de déprise, (2) en production peu présente et (3) dont l'effet levier de la DJA est le plus important est prioritaire.

Article 6 : Budget

Les crédits FEADER réservés à cet appel à projets s'élèvent à 9 300 000 €.

Ce dispositif est cofinancé par le Conseil Régional Bourgogne Franche-Comté.

Article 7 : Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la DJA s'engage notamment à :

1. Commencer à mettre en œuvre le plan d'entreprise au plus tôt à la date de dépôt de la demande d'aide et dans un délai maximal de douze mois à compter de la décision d'octroi d'aide et de vingt-quatre mois à compter de la date de validation du PPP, ou de 36 mois à compter de la date d'agrément du plan de professionnalisation personnalisé en cas d'acquisition progressive du diplôme ;
2. En cas d'installation progressive, ne plus relever, au terme de la quatrième année de réalisation du plan d'entreprise, du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles prévu au deuxième alinéa de l'article L. 722-6 ; autrement dit ne plus relever de la dérogation qui avait été accordée précédemment ;
3. Exercer l'activité de chef d'exploitation agricole pendant une durée minimale de quatre ans à compter de la date d'installation figurant sur le certificat de conformité. L'exercice de l'activité de chef d'exploitation est apprécié au regard de deux critères : l'affiliation au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles et le respect des conditions définies dans le cas de l'installation du JA dans une société ;
4. Réaliser les travaux de mise en conformité des équipements repris qui sont exigés par la réglementation relative à la protection de l'environnement. Par ailleurs, un diagnostic sur la capacité de stockage des effluents sera demandé au moment du solde de l'aide dans le cas d'une installation en élevage ;
5. Se conformer aux obligations liées aux vérifications et contrôles administratifs relatifs à la mise en œuvre du plan d'entreprise ;
6. Tenir une comptabilité de gestion couvrant la durée des engagements de 4 ans certifiée par un comptable agréé et la transmettre aux autorités compétentes ;
7. S'installer et réaliser son projet conformément au plan d'entreprise et informer l'autorité compétente des changements dans la mise en œuvre du projet ;
8. Respecter les conditions liées aux modulations du montant de la dotation jeunes agriculteurs.

Si une aide est attribuée, le bénéficiaire devra :

- Avoir pris connaissance et respecter les délais de réalisation de son engagement (délais précisés dans la décision juridique attributive de l'aide),
- Détenir, conserver, fournir l'ensemble des pièces afférentes à l'engagement, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter de la date de versement du solde de la subvention,
- Informer le service instructeur de toute modification de sa situation, de la raison sociale de sa structure, ou de ses engagements,
- Se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et des contrôles sur place qui pourraient avoir lieu avant et après le versement des aides prévues au titre du PSN,
- Répondre aux obligations de publicité telles que prévues par le règlement d'exécution UE n°2022/129 du 21/12/2021 annexe III (JOUE du 31/01/2022) et décrites sur le site de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté (www.europe-bfc.eu) ou dans la notice d'aide,
- Fournir toutes les données nécessaires au suivi et à l'évaluation du Plan Stratégique National qui lui seront demandées par l'autorité compétente,
- Respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux pendant toute la durée prévue par l'acte juridique attributif de l'aide.

Début des engagements :

La date de début d'engagement démarre à la date d'installation effective indiquée sur le certificat de conformité. Cette date doit intervenir dans un délai de 12 mois à compter de la date de décision d'octroi des aides, et dans un délai de 24 mois après la date de validation du PPP. Elle correspond au démarrage de la mise en œuvre du PE.

Pour rappel, la mise en œuvre du PE ne peut démarrer avant la date de dépôt de la demande d'aide, qui sera notifié dans l'accusé de réception de dépôt du dossier minimal (AR).

Durée des engagements :

La durée des engagements est de 4 ans à compter de la date d'installation effective figurant au certificat de conformité.

Fin des engagements :

L'achèvement de l'engagement et le dépôt auprès du service instructeur de la dernière demande de paiement devront intervenir au plus tard aux dates limites qui seront fixées dans la décision juridique attribuant l'aide.

Article 8 : contrôles, conséquences et sanctions

Le service instructeur procède au contrôle administratif des demandes d'aide et des demandes de paiement présentées. Les corps de contrôle habilités mènent des contrôles approfondis des dossiers et des contrôles sur place. En cas d'irrégularité lors des contrôles, de non-conformité de la demande ou de non-respect des engagements, la déchéance partielle ou totale du droit à l'aide et le cas échéant le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, assorti de sanctions réglementaires, et d'intérêts et de pénalités financières qui s'appliqueront en fonction des régimes en vigueur.

Le régime de sanctions en cas de contrôle est annexé au présent arrêté.

Article 9 :

Monsieur le Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon, le

Pour la Présidente et par délégation,

Le Directeur Général Adjoint,

Olivier RITZ

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Glossaire

Annexe 2 : Régime de sanctions

Annexe 3 : Cartographie des zones de déprise de population et d'emploi

Annexe 4 : Liste des communes en zone de déprise de population et d'emploi

ANNEXE 1 - GLOSSAIRE

AR : Accusé de Réception	HSIGC : Hors Système Intégré de Gestion et de Contrôle
ATEXA : Assurance Accidents du Travail et maladies professionnelles des Exploitants Agricoles	ITP : Installation à Titre Principal
BTA : Brevet Technicien Agricole	ITS : Installation à Titre Secondaire
BPREA : Brevet Professionnel Responsable d'Exploitation Agricole	IP : Installation Progressive
CETA : Centre d'Etudes Techniques Agricoles	JA : Jeune Agriculteur
CRPM : Code Rural et de la Pêche Maritime	JOUE : Journal Officiel de l'Union Européenne
CUMA : Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole	OVS : Organisme à Vocation Sanitaire
DEPHY : Démonstration, Expérimentation et Production de références sur des systèmes de culture économes en produits pHYtosanitaires	PAC : Politique Agricole Commune
DJA : Dotation Jeunes Agriculteurs	PACS : Pacte Civil de Solidarité
FEADER : Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural	PAI : Point Accueil Installation
FEAGA : Fonds Européen Agricole de Garantie	PE : Plan d'Entreprise
FESI : Fonds Européens Structurels et d'Investissement	PEI : Partenariat Européen pour l'Innovation
FREDON : Fédération Régionale de Défense contre les Organismes Nuisibles	PPP : Plan de Professionnalisation Personnalisé
GDS : Groupement de Défense Sanitaire	PSN : Plan Stratégique National
GEAR : Groupement d'Employeurs Agricole et Rural	RDA : Revenu Disponible Agricole
GEDA : Groupe d'Etudes et de Développement Agricole	RPG : Revenus Professionnels Globaux
GIEE : Groupement d'Intérêt Economique et Environnemental	SAS : Société par Actions Simplifiée
	SCOP : Société Coopérative de Production
	SIQO : Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine
	SMIC : Salaire Minimum de Croissance
	SR : Service de Remplacement
	UE : Union Européenne

ANNEXE 2 - REGIME DE SANCTIONS SPECIFIQUE A L'INTERVENTION 75.01 DECLINEE EN REGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Ce régime de sanctions spécifique à la Dotation Jeunes Agriculteurs est complémentaire au régime de sanction transversal des aides FEADER déclinées en région Bourgogne-Franche-Comté pour la période 2023-2027.

Point de contrôle	Critère à respecter	Conséquence financière et/ou sanction en cas de non-conformité
Débuter le PE dans les délais réglementaires	Commencer à mettre en œuvre le plan d'entreprise au plus tôt à la date de dépôt de la demande d'aide et dans un délai maximal de douze mois à compter de la décision d'octroi d'aide et de vingt-quatre mois à compter de la date de validation du PPP, ou de 36 mois à compter de la date d'agrément du plan de professionnalisation personnalisé en cas d'acquisition progressive du diplôme.	Déchéance totale de l'aide publique attribuée.
Installation progressive	Ne plus relever, au terme de la quatrième année de réalisation du plan d'entreprise, du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles prévu au deuxième alinéa de l'article L. 722-6 ; autrement dit ne plus relever de la dérogation qui avait été accordée précédemment	Déchéance totale de l'aide publique attribuée.
Installation progressive	A mi-parcours : Revenu Disponible Agricole $\geq \frac{1}{2}$ SMIC	Déchéance de 30% (à hauteur de la deuxième fraction) de l'aide publique attribuée
Acquisition progressive du diplôme	Diplôme de niveau 4 acquis avant la date de fin de validité du PPP agréé	Déchéance totale de l'aide publique attribuée
Activité majoritaire éligible	Productions co-finançables par du FEADER (cf CRPM et annexe du TFUE), soit toutes productions sauf : Activités piscicoles et aquacoles, Activités équine avec élevage équin minoritaire Animaux domestiques de compagnie à l'exception des chiens et chats	Déchéance totale de l'aide publique attribuée en fin d'engagement, impliquant un ordre de reversement (remboursement des paiements déjà perçus)
Conseil à mi-parcours	Réalisation d'un conseil à mi-parcours	Déchéance du solde, soit 20% de l'aide publique attribuée.
Niveau de revenu	RDA ≥ 1 SMIC pour les installations à titre principale et progressive, RDA ≥ 0.5 SMIC pour les secondaires, en année 4 ou en moyenne sur les 4 années d'engagement	Déchéance de 50% de l'aide publique attribuée
Agriculteur actif	Être chef d'exploitation durant les 4 ans d'engagement, sans interruption et sans changement de type d'installation (sauf installation progressive : chef d'exploitation au terme du PE)	Déchéance totale ou de 50 % de l'aide publique attribuée si passage d'une installation à titre principale ou progressive à une installation à titre secondaire
Calcul du montant socle	Siège d'installation en zone de déprise de population et d'emploi Conduite d'un atelier en AB, ou production peu représentée au niveau régional	Recalcul du montant de la DJA et déchéance à hauteur du trop-perçu (le cas échéant, un ordre de reversement pourra être émis en cas de trop perçu)

Modulation 1 : Création de valeur-ajoutée	CA transformation / circuit court \geq 10% et/ou présence d'une production sous SIQO	Déchéance de la modulation : 5000€
Modulation 2 : Agro-écologie	2 actions sur 4 : Audit bas-carbone niveau 2, audit performanceS ou audit Transition Engagement dans GIEE agréé ou projet PEI 2023-2027 sur agro-écologie, autonomie, résilience Atelier en AB Formations (minimum de 21h) relevant de l'axe 3 du plan stratégique 2021-2026 VIVEA	Déchéance de la modulation : 5000€
Modulation 3 : Démarche collective	3 actions sur 5 : Commission départementale professionnelle SR ou GEAR CUMA GDS ou FREDON GEDA, CETA, réseau DEPHY ou groupe de réflexion 30 000	Déchéance de la modulation : 2500€

ANNEXE 3 - ZONES DE DEPRISE DE POPULATION ET D'EMPLOI

